

Mesdames et Messieurs les élu.e.s,
Cher.e.s collègues,

Merci de prendre place.

Comme à l'habitude, c'est par le Rapport d'orientation budgétaire que nous ouvrons nos traditionnelles discussions budgétaires de fin d'année. Mais ce ROB s'inscrit dans une période particulière, où l'Etat et le gouvernement cherchent à nous faire avaler une pilule de plus en plus amère. Pilule qui mine les relations avec les territoires et qui, surtout, mine l'égalité territoriale ainsi que notre capacité collective à la faire - enfin - progresser.

Car cette séquence budgétaire, primordiale pour le fonctionnement de notre collectivité, intervient dans un contexte particulièrement alarmant.

Celui d'abord d'un dialogue plus que difficile, quasi impossible, entre les territoires et un gouvernement qui, au-delà des grandes déclarations, n'a que faire de leurs demandes et méprise tout ce qu'il considère comme un corps intermédiaire.

Que penser d'un gouvernement qui claque la porte brutalement à l'été parce que nous avons osé refuser de signer les pseudos contrats, refusant par là-même de céder à une évidente tentation recentralisatrice, dangereuse pour nos territoires et habitants ? Que penser d'un gouvernement qui ne daigne même pas répondre aux courriers ? J'ai écrit au Premier ministre à la veille du Congrès, j'attends toujours, comme nous attendons toujours un début de réponse à notre mobilisation pourtant très large sur la question des transports.

J'en suis persuadé : le gouvernement, en choisissant cette stratégie d'évitement des élus, joue avec le feu. Permettez-moi cette métaphore un peu familière : à mettre le couvercle sur la marmite de l'exaspération des élus locaux, on risque le retour de flammes des gilets jaunes. **C'est prendre le risque de substituer la démocratie Facebook à toutes nos règles collectives et démocratiques.** Entendons-nous bien, elles sont imparfaites, nos institutions doivent se réformer pour intégrer par exemple la démocratie participative et les réseaux sociaux peuvent être un atout. Mais, à mettre de côté le mouvement syndical et ses valeurs, à se réjouir de la disparition des partis, on récolte une colère certes légitime mais parfois sombre.

Tout ce que à quoi ce gouvernement parviendra, c'est à creuser les fractures sociales et territoriales insupportables dont témoigne le mal être des gilets jaunes, et à y rajouter le délitement de notre démocratie. **Encore une réussite du tandem Philippe-Macron !"**

Cette machine fonctionne comme un rouleau compresseur, d'autant plus que nous souffrons, et c'est le deuxième signal d'alarme, d'un retournement de conjoncture.

L'effondrement des DMTO de ces derniers mois est un signal extrêmement inquiétant : un recul en moyenne de 20%, c'est du jamais vu. Et au bout de trois ou quatre mois, c'est un début de tendance. Or, derrière cet acronyme technique et peu évocateur, il y a en réalité des recettes dynamiques qui nous ont permis, année après année, en plus de nos efforts de gestion, de boucler nos budgets.

Non seulement cette conjoncture est inquiétante pour les finances départementales, mais elle est aussi révélatrice de tendances négatives pour l'ensemble de notre territoire. Ces dernières traduisent en effet un ralentissement de l'activité économique, ou du secteur immobilier, qui pèsera au premier chef sur nos habitants. **Comme toujours, derrière les chiffres, il y a l'humain, et nous ne cesserons de le rappeler autant de fois qu'il sera nécessaire.**

Enfin, le dernier voyant au rouge, ce sont les inégalités qui progressent. Regardez, mes chers collègues, la litanie depuis un an et demi des rapports, études et autres tribunes qui posent le diagnostic !

Borloo, Kokouendo, Cnesco, juges pour enfants : aucun domaine n'échappe à ce que nous avons dénoncé depuis longtemps, et que personne n'ose remettre en question aujourd'hui ! Chacun pointe du doigt l'aggravation des inégalités territoriales qui poursuit sa trajectoire, et que nous sommes bien incapables de stopper faute de soutiens suffisants. Mais le temps des diagnostics est révolu et nous devons passer aux actes. Ce n'est pas un hasard si on assiste à une mobilisation du territoire et des élus, par ailleurs largement transpartisane, et à la multiplication des initiatives pour dénoncer cette situation.

Depuis des années, nous tentons de garder le cap, nous faisons des efforts pour mener des politiques le plus efficaces possibles, tout en faisant preuve de bonne gestion.

On nous dit : vous ne savez pas gérer vos finances. Mais les donneurs de leçons de bonne gestion, je les attends de pied ferme. 1,1%, voilà le taux d'évolution des dépenses de fonctionnement incombant uniquement à notre collectivité depuis 10 ans. Un taux en dessous, donc, des 1,2% que l'Etat nous impose dorénavant.

Cette année encore, le budget que l'on tâchera de vous proposer en décembre intégrera une baisse de 3% des dépenses de fonctionnement. Ceci, tout en continuant de proposer des investissements à la hausse : nous sommes passés de 165 millions d'euros en 2015 à 250 millions d'euros aujourd'hui, et j'espère bien que

ce sera encore plus l'année prochaine ! Et ce, **sans augmenter les impôts pour la troisième année consécutive !**

Depuis des années, grâce à des efforts considérables - et je tiens à remercier les services pour cela -, nous avons donc remis le Département sur les rails de l'investissement, à rebours des tendances nationales souvent déprimées.

Aujourd'hui, c'est ce cycle vertueux que ce gouvernement risque de briser.

Que veut-il en réalité ? Parce que sa réforme territoriale a fait "pschitt", et que sa lubie de suppression des départements s'est évaporée dans les limbes du mécano institutionnel, veut-il nous tuer finalement par le garrot financier ?

Que nous propose-t-on face à ce défi des inégalités territoriales plus fort que jamais ?

250 millions d'euros de péréquation verticale, dont plus de la moitié ne sont que le recyclage d'un "plan pauvreté" qui recycle lui-même le fonds d'appui pour l'insertion... Comme quoi, quand il s'agit de payer, ce gouvernement est très fort pour recycler !

Et le gouvernement, magnanime et généreux, rajoute 250 millions d'euros pour arriver au chiffre ronflant de 500 millions d'euros. Mais attention, ne croyez pas qu'ils les sort de sa poche, non, ça, c'est aux Départements de se répartir entre eux leurs difficultés. Car derrière le doux nom technocratique de "péréquation horizontale", se cache en réalité une formule plus prosaïque : "débrouillez-vous avec la solidarité". Voilà la réalité du message du gouvernement. Il fallait bien un grand ministère des collectivités pour arriver à cela.

Oh bien sûr nous allons mener la bataille, bien sûr nous allons essayer d'obtenir le maximum pour nos habitants. Mais nous savons déjà que cela ne sera pas à la hauteur de l'enjeu.

Disons-le clairement : nous sommes habitués aux budgets difficiles, quel que soient les gouvernements. **Mais disons le aussi, sous le quinquennat précédent, le débat était d'un autre niveau : en 2013, c'était 2 milliards d'euros que le gouvernement Ayrault avait mis sur la table.** Aujourd'hui, on voudrait nous faire croire qu'il est possible de nous débrouiller avec seulement 250 millions d'euros. **On se moque de nous !**

Et pendant ce temps, le défilé du tourisme ministériel continue ! Il est de bon ton venir se pavaner en Seine-Saint-Denis, quant à répondre aux sollicitations des élus locaux, c'est une autre histoire...

Tant que nous n'aurons pas été entendus et que des propositions concrètes ne nous auront pas été faites, nous continuerons de mener ce combat, de plus en plus fort.

C'est pourquoi, nous le disons : ça suffit.

Est-il normal que nous continuions à payer à la place de l'Etat 300 millions d'euros pour les allocations individuelles de solidarité, près de 50 millions pour l'accueil et la prise en charge des mineurs non accompagnés, et 2,8 millions pour les enfants de retour de Syrie, à la place de l'Etat ?

346 millions : voilà la facture que l'Etat doit à la seule Seine-Saint-Denis, rien que pour l'année 2018. Sur ce sujet comme sur le reste, ce gouvernement semble avoir fait sienne la formule d'Alphonse Allais : "Il faut prendre l'argent là où il se trouve, c'est-à-dire chez les pauvres. D'accord, ils n'ont pas beaucoup d'argent, mais il y a beaucoup de pauvres" !

En urgence, j'ai donc souhaité inscrire à l'ordre du jour de la séance un rapport symbolique sur lequel je vous demanderai de voter afin que j'émette officiellement à l'encontre de l'Etat les titres de recettes correspondant à ce qu'il nous doit.

346 millions, c'est autant de millions en moins pour le désendettement de notre collectivité, pour la transition écologique, pour l'aide sociale à l'enfance, pour le soutien aux projets des associations ou des collectivités.

346 millions, disons-le : c'est aussi le prix de l'égalité.

Face à cela, on nous propose, péniblement, de nous écharper entre Départements ruraux et urbains pour savoir si on va en toucher 5, 10, 15 ou peut-être 20 des 250 millions mis sur la table par le gouvernement. Mais même si nous touchions 20 millions, ce ne serait même pas le dixième de ce que nous doit l'Etat rien qu'au titre de l'année 2018, et rien ne sera réglé structurellement!

Nous n'avons cure des beaux discours. A présent, ce sont des actes que nous attendons. Des actes vrais, des actes forts, des actes d'un Etat qui se montrerait, enfin, à la hauteur des enjeux.

Le budget étant voté le 20 décembre, le gouvernement a encore trois semaines pour nous répondre. Pendant ce temps, nous continuerons nos actions et notre mobilisation.

La Seine-Saint-Denis ne fait pas l'aumône, la Seine-Saint-Denis ne se défusse pas, la Seine-Saint-Denis ne se victimise pas.

La Seine-Saint-Denis mérite l'égalité.

Je vous remercie.